



CANADA

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA - CANADA

N^o 67/42

LE CANADA FRANÇAIS DANS LA RELANCE DU PAYS

Discours prononcé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Paul Martin, devant les membres du Club Richelieu-Montréal, à l'Hôtel Reine Elizabeth, à Montréal, le 7 décembre.

Le Canada et le Québec font face actuellement à une situation dont il ne faut surtout pas minimiser le sérieux, je dirais même la gravité.

Les événements de ces derniers temps ont sans aucun doute précipité le cours des choses. Le bouillonnement à l'intérieur du Québec, la conférence de Toronto, le rapport Laurendeau-Dunton, mettent en cause tout d'un coup et cette fois de façon beaucoup plus aiguë que dans le passé, la confédération telle qu'on la connaît aujourd'hui.

Il est encore tôt pour évaluer pleinement les effets de cette concentration soudaine d'activités sur l'avenir du Canada, mais il n'est pas trop tôt pour voir déjà qu'elle aura permis d'accélérer les choses, de clarifier le débat et de mettre l'opinion publique du pays tout entier plus près du cœur de la tempête.

La situation au Québec évolue en effet très vite, mais nous faisons face à la question de l'unité, ou si vous préférez, de la solidarité canadienne avec d'autant plus d'optimisme que nous sommes certains que des solutions acceptables pour tous sont maintenant en vue. Cette conviction, je voudrais que tous les Québécois la partagent avec moi.

Le grand débat sur l'avenir du Canada que nous vivons actuellement, en est un sur lequel les Canadiens de toutes les provinces doivent se pencher avec leur raison et leur cœur, que les dirigeants des provinces doivent aborder avec un lourd sens de responsabilité, car de l'attitude et des positions de tous les gouvernements du Canada dépendra l'avenir du pays. La responsabilité peut être partagée, mais personne n'a le droit de la refuser. Aucune partie du Canada n'est exemptée de la responsabilité de contribuer à régler le problème, aucun groupe ne sera exempté des conséquences d'un échec résultant du refus de cette responsabilité.

Je me dois de rappeler cependant que le gouvernement central, en tant que représentant de tous les Canadiens, est le gardien légitime de l'intégrité du Canada, c'est là une responsabilité qui lui appartient en propre et dont il n'entend pas se décharger.

En dernière analyse, c'est lui qui devra évaluer et peser toutes les données de la question afin d'assurer non seulement l'existence même du Canada, mais la compréhension mutuelle et le climat qui nous permettra de construire ensemble l'avenir.

Nous assumons cette responsabilité actuellement en regardant la réalité bien en face et en reconnaissant les causes du problème. Nous sommes pleinement conscients de l'état de la situation.

Certains croient encore que puisqu'il y a toujours eu des difficultés entre nos deux groupes et que celles-ci ont été surmontées à chaque fois qu'elles menaçaient l'unité du pays, il n'y a pas lieu de prendre trop au sérieux la crise actuelle. Un peu de replâtrage ici, et une petite concession là, ont toujours résolu les questions. Ils voudraient que nous laissions le temps régler les problèmes d'aujourd'hui.

A mon avis, une telle attitude est d'une imprévoyance désastreuse. Elle ignore les faits qui crèvent les yeux. Elle est le précurseur inévitable de la désintégration nationale. Le temps du replâtrage est révolu. Nous devons envisager en face l'évolution rapide et essoufflante pour certains, qui s'effectue dans le pays et réaménager la confédération afin qu'elle s'ajuste aux besoins de demain. Ce travail est déjà commencé et le jour n'est pas loin où nous pourrons passer à l'action.

C'est un travail qui, malheureusement, ne se fait pas en un jour, ni en sept. Personne ne peut avoir cette prétention.

C'est un travail qui doit se faire en tenant compte des deux grandes communautés canadiennes. Car soyons réalistes, tant que les Canadiens-français ne seront pas tous convaincus qu'ils peuvent continuer à développer une société selon leurs aspirations propres et qu'ils peuvent participer véritablement au développement du Canada tout entier, nous connaîtrons les tiraillements d'aujourd'hui. Tant que nous n'aurons pas retrouvé par un concensus au moins majoritaire une nouvelle stabilité constitutionnelle, nous ne pourrons procéder à la construction du Canada de demain, qui assurera le bien-être et l'égalité des chances de tous les Canadiens.

Je l'ai dit récemment, et je le répète encore aujourd'hui, que nous devons faire et que nous ferons tout ce qui est possible, afin de donner au Canada français pleine confiance dans les institutions canadiennes. Nous devons le convaincre par des réalisations concrètes que ses meilleures chances d'avenir sont dans un grand Canada renouvelé. Un Canada fort pour moi implique une communauté canadienne-française forte.

Cet objectif premier, essentiel à la survivance même du Canada comme on le connaît, d'un océan à l'autre, sera atteint lorsque le Canada français se sentira collectivement en sécurité dans tout le pays.

Alors que l'on parle de plus en plus et que l'on se préoccupe sérieusement du Québec et du Canada français et de ses relations dans le Canada avec les Canadiens de langue anglaise, on a souvent tendance à oublier l'apport culturel, politique et économique des Canadiens, qui ne sont ni d'origine anglo-saxonne, ni d'origine française.

Il est important de se rappeler que plus d'un quart de la population du pays forme ce groupe, et que lorsqu'on parle de la réalité canadienne, il faut aussi en tenir compte comme un élément très important dans l'élaboration du Canada de demain.

C'est un travail qui devra aussi tenir compte des intérêts et du niveau de développement des différentes régions du Canada.

Il va de soi que l'administration d'un pays vaste comme le Canada, formé de régions dont les niveaux de développement sont différents sur tous les pays, doit percevoir tous les problèmes qui se posent au delà des limites de la capitale, jusqu'aux deux océans, en passant par tous les coins favorisés et défavorisés, développés et sous-développés.

Nous avons eu sur ce point des indications utiles des problèmes des différentes provinces lors de la conférence de la semaine dernière. Nous savons un peu plus maintenant ce que les autres provinces veulent. Pour nous du gouvernement central, la question ne s'applique pas seulement à Québec.

Cette préoccupation est nécessaire afin que les politiques qui relèvent du gouvernement central soient conçues et agencées en fonction des différentes réalités canadiennes.

Je sais qu'en définitive tous les Canadiens-français cherchent la voie qui leur donnera la meilleure chance de survivre et de se développer. Je ne peux pas être indifférent à cette grande aventure qui se poursuit depuis quelques années, et je suis certain que cette recherche et ces remises en question venant de toute part, et du Québec en particulier, bénéficieront au Québec et au Canada tout entier. Il ne faut pas craindre les réformes qui s'avèrent nécessaires.

Vient un moment dans l'histoire des pays où il faut effectuer une relance nationale, où il faut refaire le consensus, raffermir les loyautés. Ce renouveau ne peut s'accomplir dans la complaisance. Nous le ferons ce renouveau, malgré les difficultés.

Le Québec et le Canada français lancent un défi au Canada. Ce défi doit être relevé afin que l'équipe du Québec demeure dans la ligue canadienne. La partie sera passionnante et "chaude", comme on dit au Québec, mais elle ne se terminera jamais. Les équipes seront fortes et devront mutuellement adapter leur jeu à l'évolution rapide de notre société.

Il faut reconnaître qu'il y a un fondement sérieux de griefs de la part des Canadiens-français. Qu'il y a un long passé de frustrations et d'exaspérations causées par un Canada qui à certains égards a plus ou moins ignoré les aspirations du Canada français. Que le Canada français n'a pas contribué, pour toutes sortes de raisons, de façon assez importante, à la direction du pays et à l'exercice du pouvoir politique et économique.

Mais il faut reconnaître aussi qu'il a profité de certains avantages du Canada et de la société nord-américaine et au moment même où il commence à s'affirmer dans tous les domaines, où il commence à vraiment prendre sa place dans le monde moderne, certains voudraient qu'il s'éloigne du Canada. Le Canada y perdrait, ça je peux l'affirmer. Le Québec y perdrait aussi.

Le Québec a déjà des droits acquis pour lesquels il n'a pas à livrer de combat au Canada. Ces droits ont sûrement une valeur pour chaque Canadien-français. Ces droits donnent à vous et à moi et à nos deux collectivités une place inaliénable dans le forum du Canada.

Je ne vois pas pourquoi les Québécois gaspilleraient un bien qui leur appartient et qu'ils pourront faire fructifier de plus en plus dans l'avenir.

Je sais que pour certains, ces droits n'ont pas ou n'ont plus de valeur. C'est qu'ils n'ont pas encore pu les exploiter pleinement, pour des raisons dont le Canada-français lui-même est en partie responsable.

Mais la bataille du Canada français n'est pas finie. C'est au Canada qu'elle doit se faire. Où que l'on soit, la lutte pour la survivance des individus et des groupes n'est pas facile, surtout quand les règles du jeu les défavorisent, comme ce fut le cas pour le Canada français dans ce pays. Il faut l'admettre. Et nous n'avons besoin de personne de l'extérieur pour nous le rappeler. Mais les règles du jeu seraient-elles plus favorables pour un Québec indépendant? Je peux le nier.

Le Canadien-français devra toujours, s'il veut survivre et progresser, fournir un effort constant.

Il n'a pas de protection autre que sa propre volonté de survivre.

Il ne serait pas plus protégé dans son état à lui, qu'il peut l'être à l'intérieur du Canada dont il serait membre à part entière. Bien plus, sur le plan international, par exemple, le Canadien-français parle par l'intermédiaire d'un État de 20 millions d'habitants; il est soutenu par tout ce que pèse dans la balance mondiale, le grand pays dont il est membre.

En effet, il n'y a rien de facile. Tous les aspects de la vie en société quelles que soient les structures de cette société, où il faut travailler dans le cadre d'institutions créées par des hommes, exigent que ceux-ci se surpassent sans relâche. Ce n'est pas facile pour un Canadien de langue anglaise de représenter un comté au parlement canadien. C'est plus difficile encore pour les représentants des collectivités canadiennes-françaises. Ils doivent lutter durement et d'une lutte souvent obscure pour les intérêts des citoyens qu'ils représentent. Le travail qu'ils accomplissent avec leurs compatriotes de langue anglaise pour le Canada français et pour tout le Canada, va dans un avenir rapproché donner naissance à un nouveau Canada qui aura la loyauté de tous les Canadiens.

Ce nouveau Canada, nous avons tous la maturité, la sagesse et la vision nécessaires pour le concevoir et le bâtir nous-mêmes.

Le Canada, malgré tout, offre au Canada français sa meilleure chance. Le Canada fera en sorte que ces chances soient encore meilleures, car il réalise qu'il ne peut se passer de ces six millions de Canadiens-français pour bâtir un Canada nouveau.

Sans le Québec, le Canada serait amputé de près du tiers de sa plus importante ressource: les hommes dont il a besoin pour imaginer, concevoir,

diriger et bâtir le Canada. Et ce tiers est des plus importants, son potentiel est énorme pour le Canada, mais à condition qu'il reste ce qu'il est: Canadien-français.

Le Premier Ministre en répondant il y a une semaine à un "conseiller régulier" du Canada, à qui on ne demande jamais d'avis, mais qui nous en donne, a souligné encore une fois la détermination du gouvernement fédéral à amorcer un nouveau départ:

"L'avenir du Canada sera décidé au Canada par des Canadiens. J'ai confiance et je sais que tous les membres de cette chambre ont confiance, dans la capacité et le bon sens de tous les Canadiens, francophones et anglophones, à prendre la décision juste. Ils le feront de leur propre façon et avec leurs propres méthodes démocratiques. Je crois que cette décision nécessitera des changements constitutionnels pour adapter notre fédéralisme à l'actualité et pour assurer, entre autres choses, aux Canadiens français qui forment l'un des deux groupes fondateurs, ou sociétés si vous préférez, culturels et linguistiques, la reconnaissance et le respect de leurs droits au Canada."

D'ici quelques mois, nous serons en mesure de montrer des résultats concrets. Nous aurons alors étudié les effets de la conférence de Toronto, nous nous serons plongés dans le rapport Laurendeau-Dunton. Nous aurons surtout passé un premier test, celui de la Conférence fédérale-provinciale sur les droits fondamentaux des citoyens.

Je voudrais insister sur ce point car il me semble que dans tout le débat, on n'a pas assez appuyé sur son importance. Même les gens éclairés et qui se préoccupent à chaque jour des droits, de la survivance et de la croissance des Canadiens-français ne semblent pas saisir tous les effets de l'introduction dans la constitution des principes d'égalité culturelle et linguistique à travers le Canada. Il ne semble pas qu'on se rende compte au Québec de toutes les implications constitutionnelles d'une telle mesure, de toutes les portes qui seront par le fait même ouvertes aux changements constitutionnels essentiels. En outre, toutes les recommandations du rapport sur le bilinguisme et le biculturalisme seront à l'agenda de cette conférence. Ce sera le point de départ de la mise en place de mesures qui découleront de tous les travaux, de toutes les études, de toutes les commissions et de toutes les confrontations. De la première étape, qui en est une d'information et d'organisation et d'étude, nous passerons à l'action. Je suis certain que les résultats seront heureux pour nos deux communautés et pour l'avenir du Canada.

Cette mesure sera un véritable point tournant, elle nous montrera à tous que la solidarité canadienne existe vraiment, si les hommes au Canada, qu'ils soient de langue anglaise ou française sont prêts à s'accepter comme ils sont. Car c'est de cela qu'il s'agit en définitive, du vouloir vivre ensemble de deux communautés différentes.

Dans cette perspective, les plus récentes discussions officielles auront rendu un énorme service au Canada. Elles auront permis un premier contact dans le nouveau climat d'aujourd'hui. Elles auront permis aux premiers citoyens des provinces de se parler, de se voir, de se comprendre plutôt que d'engager des disputes par la voie des media d'information.

Nous bâtirons ce pays ensemble. Nous ferons en sorte que le fédéralisme canadien ait la souplesse et l'originalité nécessaires au bon fonctionnement de son administration et à la croissance de son économie.

Pour ce faire, nous devons mettre sur pied des meilleurs mécanismes de coordination entre les divers niveaux de gouvernement, afin de maximiser l'efficacité de la gestion économique et sociale de notre pays.

La réussite de cette grande entreprise, que nous amorçons maintenant fera du Canada un pays important et fort qui aura réussi à l'intérieur d'un même cadre politique, à mettre en valeur plusieurs communautés.

Je demande, en terminant, à tous les Canadiens-français de mettre leur confiance dans un Canada qu'ils pourront véritablement contribuer à bâtir. L'influence du Canada français sur la relance du Canada dans son deuxième siècle, se fait de plus en plus sentir. Le Canada tout entier est prêt à accepter et veut cette influence.

Nous réussirons, si nous n'hésitons pas à établir les bases nécessaires à l'édification d'un pays dont nous ne pouvons que soupçonner l'avenir extraordinaire pour tous ses citoyens et dont l'influence dans le monde sera très considérable. Il n'en tient qu'à nous de le vouloir.

S/C